

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29350]

9 JUILLET 2015. — Décret relatif aux études de sciences médicales et dentaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le titre III, chapitre IX, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, il est inséré après l'article 110 une section I/1, intitulée « Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires » composée des articles 110/1 à 110/7 tels que rédigés ci-après.

Art. 2. Dans le titre III, chapitre IX, section, I/1, du même décret, il est inséré un article 110/1 rédigé comme suit :

« Article 110/1. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé.

Ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve et obtenu un résultat supérieur à celui correspondant à l'absence de toute réponse.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions universitaires, est organisé collégalement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre, par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycles en sciences dentaires, dans le respect des missions fixées à l'article 21, 5° ; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du test, aux conditions fixées par le Gouvernement.

Cette épreuve est accessible à tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 107 avant le début de l'année académique.

Le test vise à évaluer les aptitudes spécifiques et les compétences prérequisées pour entreprendre des études visées. Il porte sur les matières suivantes :

1° connaissance et compréhension des matières scientifiques :

- a) Biologie ;
- b) Chimie ;
- c) Physique ;
- d) Mathématiques ;

2° communication et analyse critique de l'information :

- a) Communication écrite ;
- b) Analyse, synthèse et argumentation ;
- c) Connaissance des langues française et anglaise.

A l'exception de l'évaluation de la connaissance des langues, l'usage d'un dictionnaire français ou bilingue est autorisé. Le Gouvernement arrête le programme détaillé du test.

Chaque participant reçoit personnellement le détail des résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou les qualités des candidats.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires, les étudiants ayant réussi au moins 45 crédits d'un programme d'études de premier cycle du secteur de la santé dans un établissement d'enseignement supérieur en Communauté française ou d'un programme d'études d'un établissement d'enseignement supérieur belge, dès lors que ces études mènent à la délivrance de grades académiques similaires.

Toutefois, les étudiants visés à l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, ou qui auraient déjà été visés par ces mêmes dispositions lors de l'inscription visée à l'alinéa précédent ne sont pas admissibles aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires. ».

Art. 3. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1, du même décret, il est inséré un article 110/2 rédigé comme suit :

« Article 110/2. Pour l'application de l'article 100, § 2, au-delà des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle, seuls les étudiants porteurs d'une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires. ».

Art. 4. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1 du même décret, il est inséré un article 110/3 rédigé comme suit :

« Article 110/3. § 1^{er}. Chaque année, avant le 30 juin, le Gouvernement arrête le nombre global d'attestations d'accès visées à l'article 110/2 qui seront délivrées l'année académique suivante en tenant compte, notamment, du nombre de diplômés de second cycle qui auront accès à l'attribution des titres professionnels particuliers en vertu de la législation fédérale sur la planification de l'offre médicale.

Par défaut, le nombre d'attestation d'accès est reconduit pour l'année académique suivante.

§ 2. Lorsqu'il fixe le nombre global d'attestation d'accès, le Gouvernement arrête, pour chaque université, le nombre d'attestations d'accès qui seront délivrées l'année académique suivante.

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la « loi du plus fort reste » en attribuant 20,88 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences médicales à l'Université de Liège, 27,06 pour cent à l'Université catholique de Louvain, 18,94 pour cent à l'Université libre de Bruxelles, 11,15 pour cent à l'Université de Mons et 21,97 pour cent à l'Université de Namur .

La répartition entre institutions universitaires se fait suivant la « loi du plus fort reste » en attribuant 25,96 pour cent des attestations d'accès à la suite du programme en sciences dentaires à l'Université de Liège, 38,69 pour cent à l'Université catholique de Louvain et 35,35 pour cent à l'Université libre de Bruxelles.

Ces répartitions sont fixées pour 9 ans maximum. A partir de l'année académique 2024-2025, le Gouvernement arrête pour les 9 années suivantes les répartitions entre institutions.

Art. 5. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1 du même décret, il est inséré un article 110/4 rédigé comme suit :

« Article 110/4. § 1^{er}. Un concours est organisé au sein de chaque institution organisant le cursus de premier cycle en sciences médicales et sciences dentaires afin d'assurer la délivrance des attestations d'accès à la suite du programme du cycle.

L'évaluation de chacune des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre est organisée en deux parties : la première partie vise l'acquisition de crédits correspondants aux unités d'enseignement du deuxième quadrimestre, la seconde partie vise l'octroi de notes permettant l'établissement du classement du concours. Dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret, l'ensemble des Universités concernées s'assure qu'au minimum la moitié de l'évaluation de cette seconde partie est commune et fait, le cas échéant, l'objet d'une organisation entre les Universités concernées.

Pour les étudiants bénéficiant d'un allègement de programme visé aux articles 150, § 2, 2^o, et 151, et portant sur le programme des 60 premiers crédits du programme d'études, la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement est organisée au terme du programme allégé.

Pour l'application de l'alinéa 2, il ne peut être recouru au régime exceptionnel prévu à l'article 79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}. § 2. Complémentairement aux articles 139 et 140, et pour la délivrance des attestations visées à l'article 110/2, après avoir délibéré en fin de deuxième quadrimestre sur les 60 premiers crédits du programme d'études de sciences médicales ou de sciences dentaires, le jury additionne, pour chaque étudiant, les notes, pondérées en fonction des crédits correspondant aux unités d'enseignement, obtenues pour la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement du second quadrimestre et classe les étudiants dans l'ordre décroissant de la somme de ces notes.

Sans préjudice des crédits antérieurement acquis, l'étudiant qui n'a pas obtenu d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle est tenu de représenter l'ensemble des épreuves constituant la seconde partie de l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Les attestations visées au paragraphe 1^{er} sont délivrées par le jury au plus tard le 10 juillet, dans l'ordre du classement du concours et dans la limite des attestations disponibles à condition que l'étudiant ait acquis au moins 45 des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle.

Après avoir délibéré, en fin de troisième quadrimestre sur les 60 premiers crédits du programme d'études de sciences médicales ou de sciences dentaires, le jury attribue avant le 13 septembre les attestations restantes selon les critères et modalités définis aux alinéas 1 à 3 du présent paragraphe.

Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, en cas d'ex-æquo, le jury départage les étudiants sur base de la moyenne des résultats obtenus pour la première partie de l'évaluation des unités d'enseignement du deuxième quadrimestre.

Lorsque, dans une institution, il est délivré à la fin de l'année académique moins d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle que le nombre autorisé, le nombre d'attestations résiduelles est ajouté au nombre d'attestations qui, pour cette institution, est arrêté pour l'année académique suivante.

§ 3. Lorsqu'il délivre les attestations d'accès à la suite du programme du cycle, le jury applique le dispositif suivant : il est établi pour chaque institution un nombre T égal au nombre d'attestations d'accès autorisé par institution ainsi qu'un nombre NR égal au nombre d'étudiants qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre le nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 %, le jury délivre les attestations, selon le classement établi conformément au § 1^{er}, à ces étudiants dans la limite du pourcentage de 30% des nombres autorisés par université concernée.

§ 4. Cette attestation donne droit à l'inscription à la suite du programme du cycle pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'institution, cette attestation peut être valorisée une année académique ultérieure. ».

Art. 6. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1, du même décret, il est inséré un article 110/5 rédigé comme suit :

« Article 110/5. Les crédits acquis par un étudiant qui n'a pas obtenu d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle peuvent être valorisés en vue d'une admission personnalisée dans tout cursus de premier cycle quel que soit l'établissement organisé ou subventionné par la Communauté française où l'étudiant s'inscrit par la suite, conformément à l'article 117. ».

Art. 7. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1, du même décret, il est inséré un article 110/6 rédigé comme suit :

« Article 110/6. § 1^{er}. L'étudiant ne peut présenter au maximum le concours en sciences médicales ou en sciences dentaires qu'au cours de deux années académiques consécutives, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par les autorités académiques de l'établissement où l'étudiant est inscrit.

§ 2. L'étudiant qui n'a pas acquis 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études peut se réinscrire une seule fois dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 3. Sans qu'il ne puisse être dérogé à l'article 5 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études et sans préjudice des crédits acquis, l'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut se réinscrire dans un programme d'études en sciences médicales ou sciences dentaires tel que visé à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en vue de participer aux activités d'apprentissage et unités d'enseignement dont il n'a pas acquis les crédits et représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}.

§ 4. L'étudiant qui a acquis au moins 45 crédits du programme d'études du premier cycle mais qui n'a pas obtenu une attestation d'accès à la suite du programme du cycle peut également valoriser les crédits qu'il a acquis en vue d'une inscription cumulée dans un programme d'études d'un domaine visé à l'article 83, § 1^{er}, 14^o à 16^o. L'étudiant s'inscrit conformément à l'article 99. Son programme d'études est validé par le jury conformément aux conditions de l'article 100, § 2.

L'étudiant ne s'acquitte que des droits d'inscriptions relatifs au programme d'études visé au 1^{er} alinéa.

Lors des évaluations de fin de deuxième quadrimestre de ce programme d'études, il peut représenter une seule fois la seconde partie de l'évaluation visée à l'article 110/4, § 1^{er}, en vue de l'obtention de l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales ou en sciences dentaires. ».

Art. 8. Dans le titre III, chapitre IX, section I/1, du même décret, il est inséré un article 110/7 rédigé comme suit :

« Article 110/7. Le Gouvernement arrête, en concertation avec les autorités académiques, les modalités d'établissement du classement et de délivrance des attestations d'accès à la suite du programme du cycle.

Le nombre d'attestations d'accès disponible au sein de chaque université est communiqué aux étudiants préalablement à leur inscription et dès le 1^{er} juillet. ».

Art. 9. A l'article 150, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Article 109.-, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « Article 110/1, § 1^{er} » ;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Le jury peut également imposer à l'étudiant qui a déjà été inscrit au cours d'une année académique antérieure à des études supérieures en sciences médicales ou sciences dentaires, en Communauté française ou hors Communauté française la réorientation telle que prévue au 3° si la moyenne de ses résultats est inférieure à 8/20. ».

Art. 10. A titre transitoire, le premier cycle d'étude des étudiants inscrits dans un programme d'allègement tel que visé à l'article 150, § 2, du décret pour l'année académique 2014-2015 se poursuit conformément aux dispositions en vigueur antérieurement.

Art. 11. Par dérogation à l'article 110/3, tel qu'inséré par l'article 4 du présent décret, pour l'année académique 2015-2016, le Gouvernement arrête le nombre global d'attestation d'accès avant le 15 août 2015.

Art. 12. Par dérogation aux dispositions de l'article 110/7, pour l'année académique 2015-2016, le nombre d'attestation d'accès disponible au sein de chaque université est communiqué aux étudiants au plus tard pour le 31 août 2015.

Art. 13. L'article 109 du même décret est abrogé.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2015-2016, à l'exception des articles 2, 3 et 13 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2016-2017.

Art. 15. L'article 4 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour le cursus visé à l'article 3, 2°, le P visé à l'alinéa 2 est fixé à 20 pour cent. ».

Art. 16. Les demandes d'inscriptions formulées avant l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées avoir été introduites dans les conditions fixées par les présentes dispositions.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,
Joëlle MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
Jean-Claude MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
Rachid MADRANE

Le Ministre des Sports,
René COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
André FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Isabelle SIMONIS

—
Note

Session 2014-2015

Documents du Parlement. Projet de décret, n°140-1. – Amendements de commission, n° 140-2 - Rapport, n°140-2. Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 8 juillet 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29350]

9 JULI 2015. — Decreet betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In titel III, hoofdstuk IX, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt na artikel 110 een afdeling I/1 ingevoegd, luidend als volgt : “Bijzondere bepalingen betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen”, bestaande uit de artikelen 110/1 tot 110/7, luidend zoals hierna bepaald.

Art. 2. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/1. § 1. Hebben alleen toegang tot de studies van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en tot de studies van de eerste cyclus in de tandheelkundige wetenschappen, met het oog op het behalen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten die voldoen aan de algemene voorwaarden inzake toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 107 en die het bewijs leveren van een attest van werkelijke deelneming aan een oriëntatietest in de gezondheidssector.

Die test wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd. Onder werkelijke deelneming aan die test wordt verstaan : de gehele proef hebben afgelegd en een resultaat hebben behaald dat hoger ligt dan het resultaat dat overeenstemt met het uitblijven van een antwoord.

Deze proef die gelijk en simultaan is in alle universitaire instellingen, wordt collegiaal elk jaar georganiseerd en dit één keer tijdens de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer tijdens de eerste veertien dagen van september, door de universitaire instellingen die ertoe gemachtigd worden studies te organiseren en die studies organiseren in de eerste cyclus in de medische wetenschappen en/of studies van de eerste cyclus in de tandheelkundige wetenschappen, met inachtneming van de opdrachten vastgesteld in artikel 21, 5°; ze moeten aan de organisatie en aan de evaluatie van de test deelnemen, onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Die proef is toegankelijk voor elke kandidaat die volledig kan voldoen aan de in artikel 107 bedoelde algemene voorwaarden vóór het begin van het academiejaar.

De test is bedoeld om een evaluatie te maken van de specifieke vaardigheden en de vereiste competenties om de beoogde studies aan te vatten. Ze gaat over de volgende onderwerpen :

1° Kennis en begrip van de wetenschappelijke vakken :

- a) biologie;
- b) chemie;
- c) fysica;
- d) wiskunde.

2° Communicatie en kritische analyse van de informatie.

- a) schriftelijke communicatie;
- b) analyse, synthese en argumentatie;
- c) kennis van de Franse en Engelse talen.

Met uitzondering van de evaluatie van de kennis van de talen wordt het gebruik van een Frans of tweetalig woordenboek toegelaten. De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de proef.

Elke deelnemer krijgt persoonlijk het detail van de resultaten van zijn proef. De resultaten van de proef mogen niet verspreid noch meegegeed worden waarbij de identiteit of de kwaliteiten van de kandidaten hieruit zouden kunnen worden afgeleid.

§ 2. In afwijking van § 1 hebben ook toegang tot de studies van de eerste cyclus op het gebied van de medische wetenschappen en de tandheelkundige wetenschappen, de studenten die ten minste 45 studiepunten hebben behaald van een studieprogramma van de eerste cyclus in de gezondheidssector in een instelling voor hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap of van een studieprogramma van een Belgische instelling voor hoger onderwijs als deze studies tot de uitreiking van gelijkaardige academische graden leiden.

De studenten bedoeld in artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen of die al bedoeld zouden geweest zijn in dezelfde bepalingen bij de inschrijving bedoeld in het vorige lid, komen nochtans niet in aanmerking voor de studies van de eerste cyclus op het gebied van de medische wetenschappen en de tandheelkundige wetenschappen.

Art. 3. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/2. Voor de toepassing van artikel 100, § 2, boven de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus, kunnen alleen de studenten die houder zijn van een attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in hun studieprogramma de onderwijseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de medische wetenschappen of tandheelkundige wetenschappen opnemen.”

Art. 4. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/3 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/3 § 1. Elk jaar, vóór 30 juni, stelt de Regering het globale aantal toelatingsattesten bedoeld in artikel 110/2 vast, die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt, rekening houdend met, inzonderheid, het aantal gediplomeerden van de tweede cyclus die toegang zullen krijgen tot bijzondere beroepstitels krachtens de federale wetgeving over de planning van het medisch aanbod.

Zo niet, dan wordt het aantal toelatingsattesten verlengd voor het volgende academiejaar.

§ 2. Wanneer de Regering het globale aantal toelatingsattesten vaststelt, bepaalt ze, voor elke universiteit, het aantal toelatingsattesten die gedurende het volgende academiejaar zullen worden uitgereikt.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe “de sterkste blijft over”, door 20,88 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de medische wetenschappen toe te kennen aan de “Université de Liège”, 27,06 procent aan de “Université catholique de Louvain”, 18,94 procent aan de Université libre de Bruxelles, 11,15 procent aan de “Université de Mons” en 21,97 procent aan de “Université de Namur”.

De verdeling over de universitaire instellingen geschiedt volgens het principe “de sterkste blijft over”, door 25,96 procent van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma in de tandheelkundige wetenschappen toe te kennen aan de “Université de Liège”, 38,69 procent aan de “Université catholique de Louvain”, en 35,35 procent aan de Université libre de Bruxelles.

Die verdelingen worden voor hoogstens 9 jaar vastgesteld. Vanaf het academiejaar 2024-2025, stelt de Regering voor de 9 volgende jaren de verdelingen over de instellingen vast.

Art. 5. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/4 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/4. § 1. Er wordt een vergelijkend examen georganiseerd binnen elke instelling die de cursus van de eerste cyclus in de medische wetenschappen en in de tandheelkundige wetenschappen organiseert om de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uit te reiken.

De evaluatie van elk van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester wordt in twee delen georganiseerd : het eerste deel beoogt het behalen van studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, het tweede deel beoogt de toekenning van cijfers voor de rangschikking bij het vergelijkend examen. Binnen de drie jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet, vergewissen alle betrokken universiteiten zich ervan dat minstens de helft van de evaluatie van dat tweede deel gemeen is en wordt, in voorkomend geval, georganiseerd door de betrokken universiteiten.

Voor de studenten die de programmavermindering bedoeld in de artikelen 150, § 2, 2°, en 151, genieten, betreffende het programma van de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma, wordt het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden op het einde van het verminderde programma georganiseerd.

Voor de toepassing van het tweede lid kan het in artikel 79, § 1, eerste lid, bedoelde uitzonderlijke stelsel niet worden gebruikt.

§ 2. Naast de artikelen 139 en 140, voor het uitreiken van de in artikel 110/2 bedoelde attesten, nadat op het einde van het tweede kwadrimester over de 60 eerste studiepunten van het studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen werd beraadslaagd, telt de examencommissie, voor elke student, de cijfers, gewogen op grond van de studiepunten die overeenstemmen met de onderwijseenheden, behaald voor het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester, op, en rangschikt de studenten in dalende volgorde van de som van die cijfers.

Onverminderd de studiepunten die vroeger werden behaald, moet de student die het attest van toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus niet heeft behaald, alle proeven opnieuw afleggen die het tweede deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester uitmaken.

De in paragraaf 1 bedoelde attesten worden door de examencommissie uiterlijk op 10 juli uitgereikt, in de volgorde van de rangschikking van het vergelijkend examen en binnen de perken van de beschikbare attesten, op voorwaarde dat de student minstens 45 van de eerste 60 studiepunten van het programma van de studies van de eerste cyclus heeft behaald.

Nadat de examencommissie op het einde van het derde kwadrimester heeft beraadslaagd over de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, kent ze de overblijvende attesten vóór 13 september toe volgens de criteria en nadere regels bepaald in het eerste tot derde lid van deze paragraaf.

Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, beslist ze, in geval van ex aequo, tussen studenten op grond van het gemiddelde van de uitslagen die werden behaald voor het eerste deel van de evaluatie van de onderwijseenheden van het tweede kwadrimester.

Wanneer in een instelling op het einde van het academiejaar minder attesten voor de toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus worden uitgereikt dan het toegelaten aantal, wordt het aantal overblijvende attesten opgeteld bij het aantal attesten dat, voor die instelling, voor het volgende academiejaar wordt vastgesteld.

§ 3. Wanneer de examencommissie de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus uitreikt, past ze het volgende stelsel toe : er wordt voor elke instelling een T-aantal vastgesteld, dat gelijk is aan het aantal toegangsattesten dat voor elke instelling wordt toegelaten, alsook een NR-aantal dat gelijk is aan het aantal studenten die niet worden beschouwd als studenten die hun hoofdverblijfplaats in België hebben in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen het NR-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 %, kent de examencommissie de attesten toe, volgens de overeenkomstig § 1 bepaalde rangschikking, aan die studenten binnen de perken van het percentage van 30 % van de aantallen die voor elke betrokken universiteit worden toegelaten.

§ 4. Dat attest geeft recht op de inschrijving voor het vervolg van het programma van de cyclus voor alleen het volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. In geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling behoorlijk wordt vastgesteld, kan dat attest voor een volgend academiejaar geldig worden verklaard.”.

Art. 6. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/5 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/5. De studiepunten die worden behaald door een student die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kunnen in aanmerking worden genomen met het oog op een individuele toelating tot elke cursus van de eerste cyclus, ongeacht de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling waar de student zich in het vervolg inschrijft, overeenkomstig artikel 117.”.

Art. 7. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/6 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/6. § 1. De student kan het vergelijkend examen in de medische of tandheelkundige wetenschappen alleen gedurende twee opeenvolgende academiejaren afleggen, behalve in geval van overmacht die door de academische autoriteiten van de instelling waar de student ingeschreven is, behoorlijk wordt vastgesteld.

§ 2. De student die niet 45 studiepunten van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma heeft behaald, kan zich één keer opnieuw inschrijven in een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100, § 1, eerste lid.

§ 3. Zonder dat afwijking kan worden toegestaan van artikel 5 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies, en onverminderd de behaalde studiepunten, kan de student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, zich opnieuw inschrijven voor een studieprogramma in de medische of tandheelkundige wetenschappen, zoals bedoeld in artikel 100, § 1, eerste lid, om deel te nemen aan de leeractiviteiten en onderwijsseenheden waarvan hij de studiepunten niet heeft behaald, en het tweede deel van de in artikel 110/4, § 1 bedoelde evaluatie één keer afleggen.

§ 4. De student die minstens 45 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus heeft behaald maar die geen attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus heeft gekregen, kan ook de studiepunten laten gelden die hij heeft behaald met het oog op een gecumuleerde inschrijving voor een studieprogramma van een studiegebied bedoeld in artikel 83, § 1, 14° tot 16°. De student laat zich inschrijven overeenkomstig artikel 99. Zijn studieprogramma wordt geldig verklaard door de examencommissie overeenkomstig de voorwaarden van artikel 100, § 2.

De student betaalt alleen het inschrijvingsgeld betreffende de in het eerste lid bedoelde studieprogramma.

Bij de evaluaties van het einde van het tweede kwadrimester van dat studieprogramma, kan hij het tweede deel van de in artikel 110/4, § 1 bedoelde evaluatie één enkele keer opnieuw afleggen, met het oog op het bekomen van het attest van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus in de medische wetenschappen of in de tandheelkundige wetenschappen.”.

Art. 8. In titel III, hoofdstuk IX, afdeling I/1, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 110/7 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 110/7. De Regering stelt, in overleg met de academische autoriteiten, de nadere regels vast voor de bepaling van de rangschikking en de uitreiking van de attesten van toegang tot het vervolg van het programma van de cyclus.

Het aantal toegangsattesten die beschikbaar zijn binnen elke universiteit wordt aan de studenten meegedeeld vóór hun inschrijving en reeds vanaf 1 juli.”.

Art. 9. In artikel 150, § 2, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “artikel 109, § 1” vervangen door de woorden “artikel 110/1, § 1”;

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

“De examencommissie kan eveneens de student die reeds ingeschreven was in een academiejaar voorafgaand aan hogere studies in de medische wetenschappen of tandheelkundige wetenschappen, in de Franse Gemeenschap of buiten de Franse Gemeenschap, de nieuwe oriëntatie opleggen zoals bedoeld in 3° indien het gemiddelde van zijn resultaten lager is dan 8/20.”.

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt de eerste studiecycclus van de studenten ingeschreven in een verminderd programma zoals bedoeld in artikel 150, § 2, van het decreet, voor het academiejaar 2014-2015 voortgezet overeenkomstig de bepalingen die vroeger van kracht waren.

Art. 11. In afwijking van artikel 110/3, zoals ingevoegd bij artikel 4 van dit decreet, voor het academiejaar 2015-2016, stelt de Regering het globaal aantal toegangsattesten vóór 15 augustus 2015 vast.

Art. 12. In afwijking van de bepalingen van artikel 110/7, voor het academiejaar 2015-2016, wordt het aantal toegangsattesten dat binnen elke universiteit beschikbaar is, uiterlijk voor 31 augustus 2015 aan de studenten meegedeeld.

Art. 13. Artikel 109 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking voor het academiejaar 2015-2016, met uitzondering van de artikelen 2, 3 en 13, die voor het academiejaar 2016-2017 in werking treden.

Art. 15. Artikel 4 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“In afwijking van het vorige lid, voor de in artikel 3, 2° bedoelde cursus, wordt de P bedoeld in het tweede lid vastgesteld op 20 procent.”.

Art. 16. De inschrijvingsaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet werden ingediend, worden geacht ingediend te zijn in de bij deze bepalingen vastgestelde voorwaarden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juli 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2014-2015
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 140-1.- Commissieamendementen, nr. 140-2.- Verslag, nr. 140-3.
Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 8 juli 2015.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29349]

8 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, tel que modifié par le décret du 17 juillet 2013, notamment l'article 33 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 avril 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 avril 2015 ;

Vu l'avis 57.497/4 du Conseil d'État, donné le 3 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis du Comité de Concertation du Cinéma et de l'Audiovisuel, donné le 26 juin 2014 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion, remplacée par l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 septembre 2013, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a le cinéma dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 2015.

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance,

Joëlle MILQUET

Annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion: Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

Annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 2012 relatif aux aides à la promotion: Liste des festivals donnant accès à l'aide à la promotion pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et pour les œuvres télévisuelles unitaires documentaires

La sélection en compétition officielle de l'œuvre audiovisuelle de court métrage et/ou de l'œuvre télévisuelle unitaire documentaire dans les festivals suivants donne accès à l'aide à la promotion

Aix-en-Provence	(décembre)	Festival Tous Courts
Amiens	(novembre)	Festival International du Film
Angers	(janvier)	Festival Premiers Plans
Aspen	(avril)	Aspen Shortsfest
Barcelone	(avril)	Festival International du Court métrage
Berlin	(novembre)	Interfilm
Bilbao	(novembre)	Sinebi – Festival International de Cine Documental y Cortometraje
Brest	(novembre)	Festival européen du Film Court
Bucarest	(avril)	Festival International Next
Copenhague	(novembre)	CPH-Dox
Florence	(Novembre)	Festival dei Popoli